

POLITIQUE

Martinique : révolte
contre la vie chère

page 3

DOSSIER

L'escalade guerrière de Netanyahu et
la complicité des grandes puissances

page 6

RÉVOLUTIONNAIRES

20 • 17 OCTOBRE 2024 • 2€ • LE JOURNAL DU NPA-RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES,
COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

UNE LOI ANTI-IMMIGRÉS

POUR FAIRE PASSER

UN BUDGET D'AUSTÉRITÉ ?

TRAVAILLEURS



UNIS

Contre Macron-Barnier-Le Pen

Solidarité ouvrière !

ÉDITORIAL

Budget 2025 : à nous de faire payer les riches !

Le gouvernement a donc présenté son budget le 10 octobre dernier. Malgré les discours des éditorialistes bourgeois qui s'affolaient à l'idée que le gouvernement puisse taxer les plus riches, nous en sommes bien loin. Certes, Barnier a annoncé revoir « la courbe d'allègements des charges sociales », mais pour les patrons, ce sont toujours exonérations et subventions à gogo. Les 500 familles les plus riches, elles, pourront garder la main sur les 1200 milliards d'euros qu'elles possédaient en 2024 ! Certes, une contribution de 2 milliards est demandée aux plus riches d'entre elles sur trois ans, mais le gouvernement assure que ce sera exceptionnel. Comme toujours, ce sont les classes populaires qui sont les premières ciblées.

UN SERRAGE DE CEINTURE EN RÈGLE À 40 MILLIARDS D'EUROS POUR LES SERVICES PUBLICS

Pour trouver 60 milliards d'euros et combler les déficits de l'État, autant aller chercher dans les services publics. Il est vrai qu'en la matière, Barnier et sa bande de casseurs ont mis la barre très haut. La suppression de 4 000 postes d'enseignants dans l'Éducation nationale est annoncée dans un contexte de pénurie de personnel éducatif pour prendre en charge les élèves, cette situation s'aggravant rentrée après rentrée. À cela s'ajoute une saignée historique de 15 milliards pour la Sécurité sociale : le déremboursement de certains médicaments par l'Assurance

SUITE PAGE 2 >>

NPA
RÉVOLUTIONNAIRES



SITE WEB : npa-revolutionnaires.org | INSTAGRAM | X (TWITTER) | FACEBOOK : @npa_revo | YOUTUBE : @npa.revolutionnaires

Éditorial
Budget 2025 :
à nous de faire
payer les riches !

Budget de la Sécu :
encore des économies
sur le dos des
travailleurs !

Puisqu'on vous le dit :
des riches seront taxés !

Martinique : face à la
répression de l'État
colonial, la détermination
du mouvement
contre la vie chère

Immigration :
Retailleau adoubi par
l'État crapule

Kanaky : abandon
de la réforme du corps
électoral, mais
pérennité de l'ordre
colonial

Les bombes israéliennes
ébranlent les élections pré-
sidentielles américaines

Ukraine, toujours la
guerre...

À Boeing, la grève
continue

En Argentine, les facs
contre Milei

Autriche : l'extrême droite
remporte les élections - et
maintenant ?

**L'ESCALADE GUERRIÈRE
DE NETANYAHOU
ET LA COMPLICITÉ DES
GRANDES PUISSANCES**

Guerre au Liban : une
nouvelle étape dans la
politique expansionniste
de l'État d'Israël

Qu'est-ce que le
Hezbollah ?

Les dirigeants iraniens
dans une position
d'équilibristes

Se regrouper pour
gagner : le travail
social refuse l'iso-
lement face aux
attaques

« Il va falloir se
battre pour que les
actionnaires payent » -
interview de Charles,
représentant syndical
SUD PTT chez Milee

Atelier SNCF de
Quatre-Mares (76) :
À travail pérenne, em-
bauches obligatoires !

Montrons l'envers
de l'auto !

Automobile :
des licenciés de
« hauts vols »

La Poste :
premiers résultats
aux élections CSE

SNCF : derrière les
mises à pied d'élus
syndicaux, une guerre
menée à l'ensemble des
cheminots

Réunion nationale de
la branche transport
du NPA-Révolution-
naires

Samedi 26 octobre,
manifestation pour
exiger la libération
de Georges Ibrahim
Abdallah

Programme du
week-end de
formation du NPA
Jeunes Révolution-
naires, les 19 et
20 octobre

Procès Pelicot : en
finir avec la violence
ordinaire du patriarcat

CULTURE p. 11

Livre - sport - cinéma

»» SUITE DE L'ÉDITORIAL

maladie compliquera encore davantage l'accès aux soins et les retraités devront attendre encore six mois pour voir leurs pensions indexées sur les prix. Quant aux travailleurs privés d'emploi par le patronat, peu épargnés par les gouvernements Borne et Attal, ils sont une nouvelle fois durement attaqués, avec 400 millions d'économie prévus sur l'assurance chômage. Faire les poches aux plus pauvres reste la bonne vieille recette de ces Robins des riches.

LES CAISSES DE L'ÉTAT SE VIDENT ET LES POCHEDES RICHES SE REMPLISSENT

Pour faire des économies, le gouvernement a eu une autre idée : supprimer 9 % du budget des fonds alloués aux Outre-mer, dans un contexte de crise sociale et de dégradation d'infrastructures vitales comme la distribution d'eau potable, il fallait oser !

Le gouvernement, qui ne perd pas le sens des priorités, n'a toutefois pas oublié d'augmenter le budget de l'armée de 3,3 milliards d'euros, pour atteindre 50,5 milliards d'euros. Préparer des conflits pour défendre les intérêts de l'impérialisme français, gaver de subventions et de commandes les marchands de canons : on reconnaît bien là les fondamentaux d'un gouvernement au service des classes dominantes !

POUR LES TRAVAILLEURS, PAS QUESTION DE PAYER L'ADDITION !

Pendant que les profits se portent bien, le quotidien des classes populaires est marqué par un appauvrissement généralisé. Sur l'ensemble du territoire français, 20 200 licenciements économiques ont été enregistrés au premier trimestre 2024, touchant notamment les travailleurs du secteur automobile mais aussi du secteur social, dont la situation ne sera pas améliorée par les nouvelles coupes prévues dans le budget de la Sécurité sociale. Dans le même temps, l'inflation continue de peser lourdement sur nos dépenses quotidiennes... et le gouvernement en rajoute une couche en augmentant la taxe de consommation d'électricité de 3 milliards d'euros !

En Martinique, c'est une véritable révolte qui se lève depuis un mois contre la vie chère. Malgré la répression de l'État, les grèves et les blocages se poursuivent. Vendredi dernier, les manifestations ont entraîné la fermeture du principal aéroport de l'île ainsi que de la totalité des établissements scolaires. Ces manifestants ont totalement raison : à l'ensemble des travailleurs de les rejoindre !

• 15/10/2024

BUDGET DE LA SÉCU : ENCORE DES ÉCONOMIES SUR LE DOS DES TRAVAILLEURS !

Le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) prévoit 15 milliards de coupes budgétaires, en s'attaquant notamment aux arrêts maladie et au taux de remboursement des consultations médicales. Même la très officielle Fédération des directions hospitalières fait mine de s'insurger, c'est dire !

L'État ne compense pas intégralement les exonérations de cotisations sociales qu'il offre aux employeurs, ce qui a coûté à la Sécu 18 milliards d'euros de recettes en moins en 2022... C'est plus que les 17 milliards qui constitueraient le déficit que met en avant le gouvernement !

LES ATTAQUES CONTRE LES CLASSES POPULAIRES

Parmi les mesures qui frapperont durement les assurés les plus précaires, l'augmentation du ticket modérateur : un reste à la charge des patients qui passerait de 30 à 40 %.

Pour faire avaler la hausse, le gouvernement mise sur les complémentaires santé privées... qui elles-mêmes, après avoir déjà augmenté de 8 % leurs cotisations en 2024, annoncent une nouvelle hausse de tarif puisque les taux de remboursement de l'assurance maladie baissent.

Comme si cela ne suffisait pas, après une campagne accusant les travailleurs de prendre trop d'arrêts maladie, le gouvernement compte réduire les remboursements et faire passer le délai de carence de trois jours à une semaine !

SEULE LA LUTTE PAIERA !

Cette politique se fait aussi au détriment du personnel. Pas seulement dans les hôpitaux. Dans les différentes branches de la Sécu (CAF, CPAM, etc.), les salariés sont confrontés à des réorganisations catastrophiques. Dernier exemple en date, la Caisse nationale de l'assurance maladie (Cnam) a annoncé début octobre des suppressions de postes et le transfert des 7 000 salariés chargés du contrôle des arrêts maladie vers les caisses primaires. L'objectif est de fusionner les services pour faire des économies, mais aussi de favoriser une gestion comptable du contrôle des arrêts maladie, aux dépens du médical.



Dans ce dernier cas, les agents menacés de transfert se sont réunis en assemblée générale et ont massivement fait grève le 3 octobre. À la CAF aussi, des agents s'organisent, comme en Loire-Atlantique où une grève a été menée au mois de juin pour des embauches et de meilleures conditions de travail.

Contre ces attaques d'ampleur, il faudra suivre ces exemples. Pour obliger l'État à rechercher l'argent là où il est : dans les caisses des assureurs, des cliniques, des industriels de la pharmacie ou de la santé en général !

PAR ABEL TOSHED • 15/10/2024

RÉVOLUTIONNAIRES

NUMÉRO 20 • 17 OCTOBRE 2024 • 2 EUROS

ÉDITÉ PAR

« LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA »
ASSOCIATION LOI DE 1901.

ADRESSE : BP60008 IVRY 94201 CEDEX
BUREAU DE L'ASSOCIATION : MARIE-HÉLÈNE DUVERGER,
AURÉLIEN GAUTREAU, CLAUDE ROUSSET

DIRECTEUR DE PUBLICATION ET RESPONSABLE DE RÉDACTION
AURÉLIEN GAUTREAU

CPPAP 0525 P 11528

NUMÉRO ISSN 2970-6548

TIRAGE 5 000 EXEMPLAIRES

IMPRESSION POP - PARIS OFFSET PRINT
30, RUE RASPAIL, 93120 LA COURNEUVE
TÉL. : 01 49 63 66 66

CONTACTEZ-NOUS

courrier.des.lecteurs@npa-revolutionnaires.org

**PUISQU'ON VOUS LE DIT :
DES RICHES SERONT TAXÉS !**

Le projet de budget s'en prendrait seulement aux classes populaires ?

Des propos de gauchistes ! Et les 65 000 très riches ménages à qui le gouvernement fera payer une contribution, alors ? Elle sera exceptionnelle ? Oui, mais vous savez bien que les riches sont des êtres farouches qui s'enfuient à la moindre menace... Ils quitteraient notre beau pays pour se retrouver, pauvres migrants, sur les routes de l'exil, errant de paradis fiscal en paradis fiscal. Qui voudrait ça ?

Ah oui, on vient de s'en rendre compte : ils ne seront finalement que 24 300 ménages taxés... Mince alors, pourtant le gouvernement voulait vraiment les faire payer... Quelqu'un a dû faire une faute de calcul, ça arrive quoi. On fera mieux l'an prochain. Ah non, c'est vrai, c'était provisoire...

Martinique : face à la répression de l'État colonial, la détermination du mouvement contre la vie chère

Depuis le 1^{er} septembre, la mobilisation contre la vie chère ne faiblit pas en Martinique. Initiée par un collectif, le Rassemblement pour la protection des peuples et des ressources afro-caribéens (RPPRAC), le mouvement est aussi soutenu par les organisations syndicales. Lors de la journée d'action du 1^{er} octobre, elles appelaient les salariés à se mobiliser contre la vie chère et pour des hausses de salaire. Un millier de personnes ont alors manifesté à Fort-de-France. Blocages de ronds-points, manifestations devant les supermarchés et les zones commerciales : tous les jours, des manifestants dénoncent que les prix sont bien plus élevés que dans l'Hexagone, notamment pour l'alimentaire, au moins 42 % plus cher selon l'Insee.

LUNDI 7 OCTOBRE, LA COLÈRE EST MONTÉE D'UN CRAN

La violence des CRS venus débloquent un rond-point à coups de flash-balls et de gaz lacrymogènes a mis le feu aux poudres. Actes de violence réitérés le mercredi 9 octobre à l'encontre des manifestants participant à une opération « île morte ». La venue de la CRS 8 sur l'île a été pour le moment la seule réponse concrète de l'État français à la colère de la population. Les compagnies républicaines de sécurité avaient été bannies de l'île après la mort de plusieurs civils lors des émeutes du « décembre noir » en 1959. Leur débarquement est donc ressenti comme une

véritable provocation. C'est d'ailleurs une rumeur concernant l'arrivée de renforts de CRS qui a conduit à l'occupation des pistes de l'aéroport de Fort-de-France par plusieurs dizaines de manifestants le 10 octobre. Suite aux violences policières, des quartiers populaires se sont enflammés, des groupes de jeunes ont affronté les forces de répression. Le préfet a rétabli le couvre-feu déjà utilisé deux semaines plus tôt sur certaines communes, mais cette fois étendu à toute l'île. Ce qui n'empêche pas les barrages de continuer à se multiplier sur l'île. Barrages sur lesquels un objet est particulièrement plébiscité : le frigo... vide, comme un symbole des difficultés à le remplir.

LA GRÈVE GÉNÉRALE DE 2009 DÉNONÇAIT DÉJÀ LA « PWOFITASYON »

Les « tables rondes » de négociation sur les prix entre des représentants du RPPRAC, des syndicats, des collectivités locales, du Medef et de l'État n'ont abouti à rien. Lors de la quatrième table ronde vendredi 11 octobre, il n'a été question que de baisse de TVA et de suppression de l'octroi de mer pour 54 familles de produits. Cette taxe, s'appliquant

aux importations en outre-mer est un vestige colonial et devrait être abolie. Mais elle est l'arbre qui cache la forêt : la cause essentielle de la vie chère aux Antilles françaises est la situation de monopole dont jouissent quelques groupes de la grande distribution : le groupe Parfait, Huyghues Despointes, le groupe Bernard Hayot (GBH), quelques familles descendant directement des colons esclavagistes, qu'on appelle les békés. Dans ces négociations, les élus martiniquais comme les représentants de l'État ne veulent pas mettre sur la table la question de leurs surprofits, les marges exorbitantes dont elles bénéficient, ce que la grève générale de 2009 dénonçait déjà comme de la « pwofitasyon ». Seul un puissant mouvement social de tous les salariés pourrait remettre en cause leur toute puissance, obtenir un contrôle des prix mais aussi les augmentations de salaire nécessaires.

PAR LYDIE GRIMAL • 14/10/2024



Immigration : Retailleau adoubé par l'État crapule

DE RETAILLEAU-LE PEN...

Bruno Retailleau, le ministre de l'Intérieur et ancien directeur de campagne de François Fillon - un gage d'honnêteté ! - s'est posé en ardent défenseur de la « volonté du peuple », comprenez en concurrent du RN sur son terrain raciste, à coups de mensonges déversés d'en haut sur le « grand remplacement ».

Le catholique intégriste Retailleau a en cela été béni par une autre Le Pen, Marion Maréchal, qui attend « des actes ». Lesquels ne sauraient tarder : Retailleau a adressé deux circulaires aux préfets le 8 octobre, dans lesquelles il leur demande d'utiliser les dispositions introduites par la loi Darmanin de janvier 2024, votée avec le RN. Il compte présenter une nouvelle loi, la 50e du genre depuis les années 1980, pour durcir encore les conditions de régularisation et allonger la durée de rétention dans les Centres de rétention administrative. Retailleau invoque « la sécurité des Français », comme si c'était l'immigration, et pas la misère, qui formait le terreau de la délinquance. Les patrons profitent, eux, de l'insécurité sociale bien réelle de la main-d'œuvre sans-papiers.

Bardella n'a pas manqué de souligner que Retailleau lui devait tout : « Rien ne peut se faire sans nous. » Sous-entendu, le RN pourrait voter le budget anti-pauvres de Barnier à condition d'obtenir une nouvelle loi anti-immigrés. Manœuvre politicienne sur le dos des travailleurs étrangers pour imposer l'austérité à toutes les classes populaires.

... À RETAILLEAU-MELONI

Retailleau a également dévoilé aux préfets les inspirations « post-fascistes » de sa

muse Meloni. De l'autre côté des Alpes, le gouvernement d'extrême droite sous-traite la rétention des demandeurs d'asile à la Tunisie du dictateur raciste Kais Saïed.

Cette politique criminelle n'est pas l'apanage des gouvernements d'extrême droite : l'Union européenne dans son ensemble la finance, avec le soutien des « centristes » de type macronistes et de la gauche institutionnelle. D'après l'ONG Human Rights Watch, citée par Le Monde du 11 octobre : « Les dirigeants européens sont pleinement conscients de ce qui se passe, ils ne veulent juste pas se salir les mains. Les États membres sous-traitent les violations des droits humains à des États tiers. »

La Turquie a ainsi reçu plus d'un milliard d'euros en dix ans pour des centres de rétention qui sont de véritables prisons, des usines à multiplier les expulsions illégales vers des pays comme l'Afghanistan ou la Syrie.

UNE POLITIQUE CRIMINELLE

Pendant ce temps, les drames produits par cette politique se multiplient en mer. À la frontière franco-britannique, au moins 51 migrants ont perdu la vie en traversant la Manche pour rejoindre l'Angleterre en 2024. L'État français continue de rejeter la faute sur les passeurs, dont l'activité est pourtant entretenue par sa propre politique crapuleuse. Il est plus que jamais nécessaire de lutter pour l'ouverture des frontières, la liberté de circulation et l'accueil de tous les migrants.

PAR MARTIN ERAUD • 14/10/2024

KANAKY : ABANDON DE LA RÉFORME DU CORPS ÉLECTORAL, MAIS PÉRENNITÉ DE L'ORDRE COLONIAL !

C'est donc au détour de sa déclaration de politique générale le 1^{er} octobre que Barnier a annoncé l'abandon définitif de la réforme constitutionnelle enfantée par Macron et qui devait élargir le corps électoral pour rendre les Kanak encore plus minoritaires sur leurs propres terres. Macron avait déjà été obligé de la suspendre au moment de la dissolution en juin, mais c'est surtout la révolte massive de la population kanak depuis le 13 mai, à l'annonce de la ratification prochaine par le Congrès de cette réforme électorale, qui a fait mettre un genou à terre à Macron.

C'est donc une vraie volte-face de l'exécutif, qui annonce aussi le report d'un an des élections provinciales qui devaient se tenir à la fin de l'année 2024. Le repas pris à l'Élysée quelques heures avant la déclaration de Barnier par le député loyaliste d'extrême droite Nicolas Metzdorf, qui siège dans les rangs des macronistes, a dû lui rester en travers de la gorge à tel point qu'il a éreuté durant quelques jours qu'il voterait la motion de censure du gouvernement déposée par la gauche la semaine suivante. C'est un coup dur pour le camp colonial effectivement.

Mais le prix à payer est lourd : ce sont au moins 13 morts dans la population kanak, les centaines de condamnations expéditives de jeunes arrêtés sur les barrages, les dizaines de déportations en métropole de prisonniers politiques (dont plusieurs leaders de la CCAT), l'état d'urgence toujours en vigueur (au moins encore jusqu'au 21 octobre)

et des conditions de vie encore plus dégradées pour les populations les plus pauvres de l'archipel.

C'est l'État français qui a mis encore une fois le feu à la Kanaky. La moindre des choses serait qu'il libère immédiatement tous les prisonniers encore en détention préventive et qu'il amnistie tous les condamnés depuis le 13 mai. Quant à l'obtention de la vérité et de la justice pour les jeunes Kanak assassinés par les gendarmes et les milices loyalistes, elle ne pourra venir que sous la pression de la mobilisation là-bas et ici, en métropole. En Kanaky, il doit vraiment finir le temps des colonies !

PAR MARIE DAROUEN • 24/09/2024

POUR CONSTRUIRE UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET DES TRAVAILLEUSES COMMUNISTE ET INTERNATIONNALISTE

**SOUTENEZ LE
NPA-RÉVOLUTIONNAIRES**

DONNEZ À LA SOUSCRIPTION

**OBJECTIF
50 000 €**

npa-revolutionnaires.org/souscription

Les bombes israéliennes ébranlent l'élection présidentielle américaine

DÉCEMBRE 2023 | BECKER1999



Depuis un an, le président Biden est surnommé « Genocide Joe » pour son soutien au gouvernement israélien. Lors des primaires démocrates, 750 000 électeurs démocrates se sont déclarés « uncommitted », « non engagés » à assurer sa réélection...

HARRIS DANS LES PAS DE BIDEN vs TRUMP L'INCENDIAIRE

Cette défiance n'a pas baissé depuis que Kamala Harris a remplacé Biden cet été. Harris a mollement soutenu un cessez-le-feu à Gaza... et surtout réaffirmé son soutien inconditionnel à Israël, y compris lors de l'extension du conflit au Liban. Trump est quant à lui un soutien déclaré de Netanyahu et de ses acolytes. Sur Gaza, il fait dans la surenchère. Selon lui, l'enclave pourrait devenir une « nouvelle Monaco »... d'où tous les Gazaouis auraient été d'abord expulsés ou exterminés !

UNE INFLUENCE LIMITÉE ?

Le lobby sioniste AIPAC finance les deux camps. Il aurait versé plus de 200 000 dollars à la campagne de Harris. Mais cela ne constitue que 0,2 % du milliard qu'elle a collecté - une somme record... Malgré les 25 millions de dollars dépensés pour favoriser des candidatures démocrates favorables à

L'insupportable massacre des Palestiniens et maintenant des Libanais éveille bien des consciences à la politique.

Israël, l'AIPAC n'a pas pu empêcher les figures les plus populaires et ouvertement pro-palestiniennes de l'aile gauche, telle la députée sortante Ihlana Omar, de remporter les primaires de leur parti.

En miroir, les Démocrates « non engagés » n'ont pas pesé sur la convention démocrate de Chicago qui a désigné Harris candidate. Des sept « États pivots » où l'élection se jouera car les deux principaux camps y font jeu égal, seul le Michigan pourrait basculer, car 100 000 des « non engagés » y sont concentrés.

L'insupportable massacre des Palestiniens et maintenant des Libanais éveille bien des consciences à la politique, à la défense des opprimés. Et ça, c'est un gage d'avenir.

PAR MATHIEU PARANT • 14/10/2024

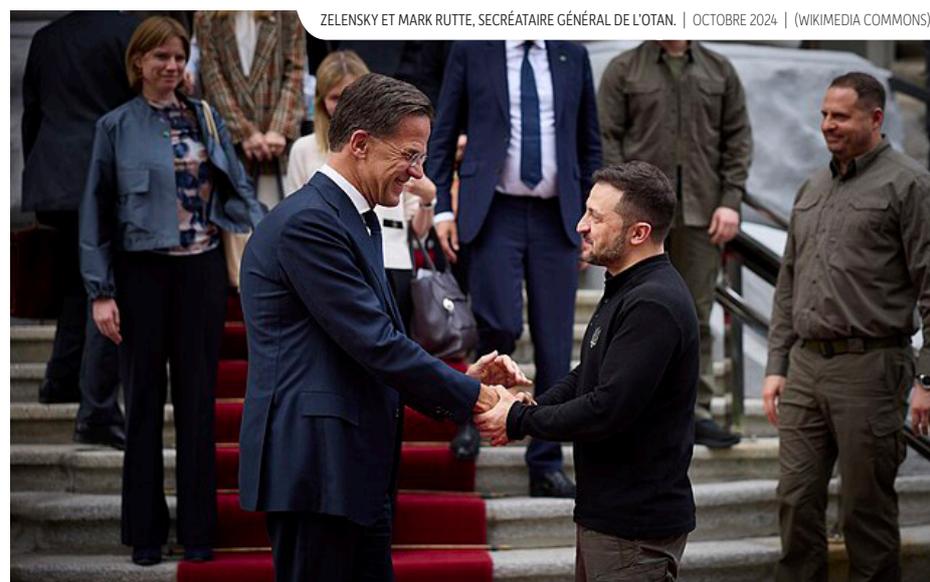
Ukraine, toujours la guerre...

La guerre n'en finit pas en Ukraine, bientôt à son millième jour depuis le 24 février 2022. L'armée russe continue d'avancer, et occupera bientôt la ville de Pokrovsk dans le Donbass. Des bombardements frappent aussi au-delà des fronts, à Odesa, en mer Noire... Cette avancée russe n'a pas été freinée par la tentative de diversion qu'a été l'invasion par l'armée ukrainienne, début août, d'une partie de la région russe de Kursk, frontalière au nord du pays. Les réfugiés d'Ukraine seraient de quatre à six millions selon les sources, essentiellement dans des pays d'Europe que des gouvernements rechignent à accueillir. Ils sont censés trouver un logement, un travail, un petit pécule mais pour beaucoup la situation est précaire, souvent employés dans le bâtiment ou l'aide à la personne. Parmi les pays qui revoient leurs conditions d'accueil, il y a la Norvège qui aujourd'hui, avec 5,6 millions d'habitants, accueille 85 000 Ukrainiens. La France, elle, avec ses presque 70 millions d'habitants, n'en accueille que 70 000...

LES JEUX IMPÉRIALISTES

Le soutien des grandes puissances occidentales à l'Ukraine est de même nature que leur accueil des réfugiés : un soutien au gouvernement et à la bourgeoisie d'Ukraine, mais rien qui donne à la population les moyens de se défendre elle-même, ou seulement de se protéger. Ce sont les classes populaires qui paient le coût monstrueux du drame économique et humain que représente cette guerre ; une guerre qui en revanche est une aubaine pour les marchands d'armes et pour les entreprises occidentales qui spéculent déjà sur le marché de la reconstruction de l'après-guerre.

Quant au soutien des dirigeants des puissances occidentales à leurs homologues qui gouvernent l'Ukraine, il est à qui profitera le plus en payant le moins. Le 12 octobre dernier, des responsables des puissances alliées dans l'Otan se sont rencontrés, sauf Biden, paraît-il trop occupé par les inondations aux États-Unis. Ils se sont épanchés sur leur sort, pour savoir qui d'entre eux, en Europe, n'apportait pas sa quote-part suffisante à la guerre en Ukraine. Du côté des États-Unis, principaux bénéficiaires de cette guerre en ventes d'armes et aussi en nouvelles ventes de pétrole et de gaz à l'Europe, il faut que cette dernière paie sa part. Comme le répète le candidat Trump : « Que l'Europe se



ZELENSKY ET MARK RUTTE, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'OTAN. | OCTOBRE 2024 | (WIKIMEDIA COMMONS)

débrouille ! » Du côté européen, on opine et on acquiesce, avec Macron qui se fait le champion des impérialismes européens... sans grand succès. Tous sont d'accord sur un point : tous les membres de l'Otan doivent atteindre l'objectif d'un budget militaire de plus de 2 % du PIB. Si ce n'est bon ni pour les Ukrainiens ni pour aucun peuple, ça l'est pour les marchands d'armes : un domaine où les Français ont réussi à se hausser à la seconde place mondiale (certes très loin der-

rière le premier) depuis que la Russie dont elle a pris la place se vend davantage d'armes à elle-même qu'à l'exportation.

QUELLE ISSUE ?

La population ukrainienne persévère à vouloir repousser l'emprise de la Russie de Poutine et à défendre son droit à décider de son sort. Mais la guerre organisée par un pouvoir représentant des intérêts capitalistes ukrainiens qui ont lié leur sort à des intérêts impérialistes occidentaux, pèse de plus en plus lourd sur les plus pauvres, tra-

vaillants des villes et des campagnes, dont il serait urgent qu'ils parviennent à dégager leur propre programme de classe, dont un volet internationaliste qui leur permettrait de trouver des soutiens auprès des travailleurs et travailleuses de Russie où la poursuite de la guerre de Poutine n'est pas aussi populaire que des médias le disent.

PAR MICHELLE VERDIER • 15/10/2024

À BOEING, LA GRÈVE CONTINUE

Commencée le 13 septembre dernier par un vote à 96 % des 33 000 salariés de Boeing syndiqués dans l'Association internationale des machinistes (AIM), la grève paralyse depuis les chaînes d'assemblage d'avions des usines de la région de Seattle.

POKER MENTEUR...

Le cabinet Anderson Economic Group estime les pertes liées à la grève à près de 4 milliards de dollars, même 5 si on y ajoute celles des sous-traitants. La direction de Boeing se sert de cet argument pour décrire un groupe au bord du gouffre et lancer une sommation aux grévistes avec son « ultime » proposition - 30 % d'augmentation des salaires sur quatre ans - en l'annonçant par-dessus la tête des négociateurs syndicaux. Les grévistes y ont vu à juste titre une tentative pour les diviser, et cela les a mis en colère.

... ET PRESSIONS PATRONALES

Sous leur pression, l'AIM a refusé la proposition patronale. La direction a alors rompu les négociations, puis annoncé vendredi 11 octobre le licenciement de 17 000 salariés du groupe, soit 10 % de l'effectif. La manœuvre rappelle celle des patrons américains de l'automobile. Contraints par une grève mémorable il y a un an à augmenter les salaires d'au moins 40 % et à supprimer les grilles salariales plus faibles pour les nouveaux embauchés - certains avaient carrément doublé leur salaire ! -, ils multipliaient les plans de licenciement au début de 2024.

Boeing a en outre coupé l'accès des 33 000 grévistes à la mutuelle santé de l'entreprise, qui doivent maintenant

»

En Argentine, les facs contre Milei

Mercredi 2 octobre, des centaines de milliers de personnes ont défilé dans les rues, après que le président d'extrême droite Milei s'est opposé à une loi visant à réévaluer le budget des universités, actuellement déficitaire.

L'université publique est dans la ligne de mire de Milei depuis son arrivée au pouvoir en novembre dernier. Dès janvier, il avait annoncé le gel du budget des universités au niveau de 2023, alors que le taux d'inflation s'était élevé à 211 % cette année-là. Face à une première mobilisation d'un million de personnes dans les rues le 23 avril, Milei avait dû procéder à des réajustements.

Cette fois, c'est l'annonce de son veto à une proposition de loi de l'opposition parlementaire visant à décréter l'université en « urgence budgétaire » et à réévaluer son budget à la hausse, qui a mis le feu aux poudres. Le tout au nom d'un « déficit budgétaire zéro » qui vise à faire payer aux pauvres une crise économique provoquée par la rapacité d'un patronat argentin qui vit sous perfusion du FMI.

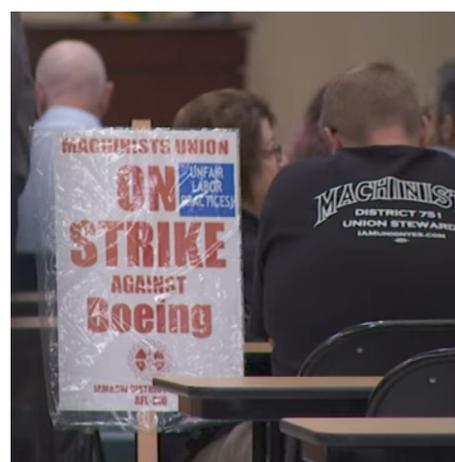
La journée de grève du 2 octobre a été suivie d'occupations d'universités dans une quinzaine de villes. Lundi 14 octobre, des assemblées générales se sont tenues dans presque toutes les facultés pour préparer une nouvelle journée de mobilisation.

Étudiants et personnel des universités ne sont pas les seuls à durcir le ton face à Milei : les travailleurs de la santé se battent contre la fermeture d'hôpitaux, parfois victorieusement comme à l'hôpital Bonaparte de Buenos Aires. Les retraités et les travailleurs sans emploi font également les frais de la politique du gouvernement. Il y a donc enjeu à une riposte de tous les travailleurs et de la jeunesse scolarisée contre le plan d'austérité de Milei ; en toute indépendance de l'opposition péroniste, qui, bien loin d'organiser la lutte, ne fait qu'attendre les élections présidentielles de 2027.

PAR ROBERT DAMAN • 14/10/2024



BUENOS AIRES, OCTOBRE 2024.



» payer de leur poche tous leurs frais médicaux ou s'inscrire aux programmes d'État de couverture santé minimum le temps de la grève...

LES GRÉVISTES VEULENT REPREDRE CE QUE BOEING LEUR A VOLÉ

Pourtant, même faiblement indemnisés à 250 dollars la semaine par la caisse de grève, les grévistes tiennent bon. Loin de nier les difficultés de l'entreprise, ils pointent la responsabilité des dirigeants qui ont sacrifié au profit la qualité de la production. Une série d'accidents a terni la réputation des avions qu'ils fabriquent. Ils revendiquent d'ailleurs l'augmentation du nombre des « inspecteurs syndicaux » qui exercent déjà un certain droit de regard sur la qualité des pièces et de leur assemblage. Surtout, ils tiennent à leur revendication de 40 % d'augmentation. Leurs salaires n'ont augmenté que de 8 % en dix ans, alors que l'inflation a gonflé en moyenne de 25 % les prix alimentaires et de 54 % ceux du logement.

Par le passé, les leaders syndicaux de l'AIM ont montré leur capacité à signer des accords défavorables aux ouvriers. Cette fois, les ouvriers de Boeing pourraient bien montrer leur capacité à arracher leur dû.

PAR MATHIEU PARANT • 15/10/2024

AUTRICHE : L'EXTRÊME DROITE REMPORTE LES ÉLECTIONS – ET MAINTENANT ?

Le 29 septembre, le parti d'extrême droite FPÖ est arrivé en tête avec 29 % aux élections autrichiennes – une première. À noter la forte augmentation du vote jeune et féminin en sa faveur. Déjà en 1999, le FPÖ avait atteint 27 %. Depuis, c'est le yo-yo : entrée au gouvernement, puis effondrement suite à des scandales et une scission. Puis en 2017, nouvelle entrée au gouvernement, en coalition avec l'ÖVP, avant que celle-ci n'explose en 2019 suite à un nouveau scandale.



VIENNE, OCTOBRE 2024.

De son côté, la « droite classique » de l'ÖVP affiche des positions toujours plus à droite et proches de celles du FPÖ. Le nombre de voix pour des partis ouvertement d'extrême droite ou de « droite dure » n'a donc que peu augmenté et s'est surtout déplacé des conservateurs vers le FPÖ.

Pendant longtemps, le SPÖ social-démocrate était quasiment le parti le plus fort, fier de son talent de négociateur social et se félicitant du faible nombre de grèves. Depuis les années 1990, avec la bureaucratie syndicale dans son sillage, il a été à la tête des transformations pro-patronales en Autriche : privatisations, baisse d'impôts pour les plus riches, plans d'austérité, flexibilisation du droit du travail... Les directions syndicales sous sa coupe ont saboté toutes les luttes et les efforts d'auto-organisation, pour les canaliser vers le vote SPÖ.

Le Parti communiste KPÖ avait lui suscité certains espoirs après quelques succès électoraux récents qui ne se reflètent pas à ces élections. Cela dit, le KPÖ tient la mairie de Graz depuis 2021, et y montre qu'il est bien prêt à gérer le capitalisme.

La formation d'un gouvernement va prendre un certain temps. Beaucoup craignent une coalition FPÖ-ÖVP, avec des cadeaux au patronat et des attaques frontales contre les droits sociaux, et plus généralement les droits démocratiques dont ceux des minorités.

Mais il existe aussi une bonne tradition qui a été ravivée après l'élection, celle des « manifestations du jeudi » – et plus de 25 000 personnes se sont retrouvées pour manifester dans les rues de Vienne !

PAR JOHANNES WOLF • 15/10/2024

» SUR LE SITE

Plus d'articles sur le mouvement des retraités à lire : npa-revolutionnaires.org



L'ESCALADE GUERRIÈRE DE NETANYAHOU

ET LA COMPLICITÉ

DES GRANDES PUISSANCES

Après un an de massacres à Gaza, qui ont fait plus de 42 000 morts et 100 000 blessés et transformé cet étroit territoire en un champ de ruines, Israël a étendu sa guerre au Liban. Bombardements massifs depuis le 27 septembre puis invasion par l'armée israélienne, cette nouvelle guerre a déjà fait plus de 2 300 morts et 11 000 blessés, tandis que 700 000 Libanais ont fui leurs habitations et quartiers bombardés.

Une fois de plus saute aux yeux la complicité des grandes puissances. Elles se disent certes gênées, embarrassées par une escalade guerrière de Netanyahu qui pourrait léser quelques-uns de leurs intérêts et déstabiliser toute la région, riche en pétrole mais aussi en colère populaire qui peut exploser à tout moment, comme on l'a vu ces dernières années. Des puissances occidentales gênées, mais solidaires de la politique d'Israël.

Le secrétaire général de l'ONU s'offusque de tirs de l'armée israélienne qui ont atteint un poste de la Finul, les troupes de l'ONU supposées s'interposer entre Israël et Hezbollah, puis de l'incursion de deux chars israéliens dans ses bases. Il a eu la réponse de Netanyahu... demandant à l'ONU de retirer ses troupes !

Macron a fait mine de demander à ses alliés (États-Unis, Grande-Bretagne) de ne plus vendre d'armes à Israël, affirmant que la France ne le faisait pas... Outre la livraison pour 208 millions de matériel militaire à Israël au cours des dix dernières années, des entreprises d'armement françaises collaborent avec des fabricants d'armes israéliens. Et depuis octobre 2023, Macron soutient sans faille l'escalade guerrière de Netanyahu, cherchant à museler tous ceux qui, en France, manifestent leur solidarité au peuple palestinien.

Depuis le début de la guerre à Gaza, le gouvernement américain a demandé à Israël de modérer ses frappes contre les civils et a cherché du côté des gouvernements arabes voisins des intermédiaires pour on ne sait quel compromis ou cessez-le-feu éphémère qui maintiendrait

de toute façon le peuple palestinien dans son ghetto de misère. Mais Biden a tenu à féliciter Netanyahu pour l'assassinat du leader du Hezbollah, Hassan Nasrallah, ainsi que pour les attentats menés en Iran, au nom du prétendu droit d'Israël à se défendre. Fin septembre, au moment même où Israël lançait son offensive sur le Liban, les États-Unis annonçaient une nouvelle aide militaire de 8,7 milliards de dollars à Israël. Et loin d'empêcher leur allié israélien de multiplier ses attaques et provocations contre l'Iran, ils ont décidé de déployer un nouvel arsenal d'interception de missiles pour le protéger.

Quant aux régimes des pays arabes voisins, dictatures sur leurs propres peuples, ils ne bougent pas le petit doigt, si ce n'est comme le roi de Jordanie pour réprimer toute manifestation de solidarité avec le peuple palestinien. Si ce n'est comme le maréchal Sissi pour bloquer ses frontières afin que les Palestiniens de Gaza ne puissent pas se réfugier en Égypte et ajouter deux millions de pauvres aux pauvres du pays qui, eux, voient pourtant dans les Palestiniens leurs frères.

ISRAËL, CASERNE ET BASE MILITAIRE AMÉRICAINES AU MOYEN-ORIENT

Jusqu'où ira la folie guerrière de Netanyahu ? Elle n'est pas seulement celle d'un homme, chef de file de l'extrême droite israélienne, qui voudrait sauver sa carrière politique en évitant le tribunal qui le menace s'il n'est plus Premier ministre. C'est l'obstination belliqueuse de tous ceux qui veulent maintenir, donc étendre, les frontières

d'Israël, en exterminant à Gaza, en colonisant à tout-va en Cisjordanie, pourquoi pas maintenant en se taillant de l'espace vital au Liban. Par la force de frappe de l'armée israélienne, sans laquelle Netanyahu ne serait rien.

Seule la solidarité avec les Palestiniens et la révolte des peuples de la région pourront mettre un coup d'arrêt à l'escalade guerrière d'Israël. Une opposition à cette politique guerrière et pro-impérialiste en Israël même serait précieuse, précisément là où la population est de moins en moins à l'abri et vit dans un état de guerre permanent – tant il est vrai qu'un peuple qui en opprime un autre n'est pas un peuple libre. Car tous les Israéliens ne sont pas partisans de cette politique sioniste du « pousse-toi de là que je m'y mette », même si, aujourd'hui, les voix qui s'opposent à Netanyahu et manifestent dans la rue lui reprochent uniquement de sacrifier les otages.

D'où l'importance ici de continuer à manifester notre solidarité avec le peuple palestinien, d'affirmer haut et clair que cette solidarité n'est pas de l'antisémitisme mais de la dénonciation du colonialisme sioniste qui se fait le bras armé des plus grandes puissances impérialistes contre les peuples. Aujourd'hui même contre le peuple libanais, à son tour sous les bombes.

« Seule la solidarité avec les Palestiniens et la révolte des peuples de la région pourront mettre un coup d'arrêt à l'escalade guerrière d'Israël. »

PAR OLIVIER BELIN • 15/10/2024

Qu'est-ce que le Hezbollah ?

Le Hezbollah libanais, groupes armés et parti religieux chiite, est né au début des années 1980. Il s'est créé avec l'appui de la république islamique d'Iran et de ses gardiens de la révolution. On aurait pourtant tort de le réduire au rôle de simple « proxy » du régime de Téhéran. Ce parti, avec ses intérêts propres, n'a pu émerger et grandir qu'avec l'échec du mouvement ouvrier libanais des années 1970, l'écrasement par les milices chrétiennes et l'intervention militaire syrienne du camp « palestinien-progressiste » de 1975, et avec la guerre civile qui a suivi.

Le Hezbollah s'est ainsi adressé à une communauté largement marginalisée au

Liban, celle des chiïtes, en lui proposant les œuvres sociales de ses mosquées, des services éducatifs, médicaux et d'assistance aux plus démunis. C'est là qu'il a pu recruter des jeunes dans ses milices, prêts à mourir dans une guérilla contre les forces israéliennes, qu'il peut se flatter d'avoir été le seul à combattre et à faire reculer en 2000 et 2006. Il est ainsi apparu aux yeux de larges couches pauvres comme leur défenseur, et a pu se proclamer champion de la lutte anti-impérialiste.

C'est ainsi que depuis 1992, à l'occasion de sa première participation aux élections législatives, le Hezbollah est devenu un parti incontournable de la vie politique insti-

tutionnelle libanaise. Depuis avril 2005, il a toujours occupé au moins un ministère dans chaque gouvernement. En 2009, par exemple, ce fut dans le gouvernement dirigé par Saad Hariri, le fils de Rafiq Hariri, homme d'affaires milliardaire libano-saoudien, à la tête d'une coalition pro-occidentale mêlant droite chrétienne et Parti socialiste. Derrière les alliances, revirements et tractations politiciennes, se sont joués et se jouent jusqu'à présent les compromis entre différentes franges de la bourgeoisie libanaise, l'une préférant regarder du côté de Paris et de Washington, l'autre du côté de Damas et de Téhéran, afin avant tout de défendre leurs intérêts de classe dominante nationale.

Entre 2019 et 2021, un vaste mouvement populaire a secoué le Liban contre le coût de la vie, notamment après l'annonce de nouvelles taxes sur l'essence, le tabac, et les appels par WhatsApp contre la corruption et contre le confessionnalisme dans la société libanaise. Le dirigeant du Hezbollah, Nasrallah (assas-

siné par Israël le 27 septembre dernier), s'est alors opposé au mouvement et à la démission du gouvernement, y compris après les explosions du port de Beyrouth, le 4 août 2020, qui ont tué plus de deux cents personnes et laissé des milliers de sans-abris.

Ces manifestations de 2019-2021 ont à plusieurs reprises pris pour cibles des bureaux et résidences de responsables du Hezbollah. Celui-ci a bien montré à quelle classe il était fidèle en organisant des contre-manifestations et même des affrontements violents contre le mouvement, se montrant tout aussi corrompu et impopulaire que les politiciens issus des grandes bourgeoisies chrétiennes ou sunnites du pays.

PAR JEAN-BAPTISTE PELÉ • 15/10/2024

LES DIRIGEANTS IRANIENS DANS UNE POSITION D'ÉQUILIBRISTES

Après l'envoi par l'Iran de 200 missiles balistiques en direction d'Israël (qui n'ont pas tous été interceptés), l'armée israélienne prépare sa propre riposte. Aidée en cela par les États-Unis qui sont en train de déployer sur le territoire israélien un système de bouclier anti-missiles pour éviter que l'Iran puisse atteindre ses cibles en cas d'escalade. Bien que la riposte de l'Iran ait été mesurée et que les États-Unis aient signifié à Israël leur refus que son armée s'en prenne aux installations nucléaires ou pétrolières iraniennes, la décision américaine de déployer un bouclier aérien contre les missiles iraniens est bel et bien une forme de feu vert donné aux dirigeants israéliens. Biden leur garantit sa protection, quoi qu'ils fassent.

Depuis le 7 octobre 2023, l'Iran s'était tenu à l'écart du conflit en Palestine, dans un jeu d'équilibriste, entre la crainte d'un embrasement qui lui ferait affronter les États-Unis et son hostilité à Israël. La guerre menée contre le Hezbollah remet tout en question. Comme Israël, l'Iran est une puissance régionale qui tient avant tout à le rester. Le souci du régime dictatorial iranien n'est pas le sort

des Libanais ou des Palestiniens, ou d'aucun peuple de la région, à commencer par le sien propre dont les explosions sociales et politiques récurrentes sont sauvagement réprimées. Du côté de l'impérialisme occidental, il n'y a pas d'intérêt à menacer aujourd'hui l'existence du régime iranien. Mais il n'y en avait pas non plus d'évident à faire tomber la dictature de Saddam Hussein en Irak, qui garantissait

tout de même l'ordre social : or les dirigeants américains l'ont choisi, et tant pis pour le chaos ainsi créé. Personne ne peut donc exclure que le conflit en arrive à l'embrasement de toute la région.

« Le souci du régime dictatorial iranien n'est pas le sort des Libanais ou des Palestiniens, ou d'aucun peuple de la région. »

QUELLES RÉACTIONS À L'INTÉRIEUR DU PAYS ?

Du côté iranien, depuis un an, les groupes qui soutiennent le régime poussent à s'en prendre à Israël. Ces groupes parent leur soutien au régime de positions anti-impérialistes, dont ils font propagande dans la région. Le calcul est que, face aux oppositions de plus en plus affirmées au régime, l'entretien d'un climat de guerre pourrait calmer les velléités de contestation. La gauche révo-

lutionnaire, pourchassée, est seule pour l'instant à allier le soutien au peuple palestinien à la lutte contre la République islamique. À noter que la méfiance populaire est grande à l'égard de l'argent versé à ce que le régime présente comme un « axe de la résistance » (incluant le Hezbollah et les rebelles Houthis), alors que le pays subit une grave crise économique. Mais cette situation pourrait évoluer en raison de l'ampleur de l'impunité israélienne. Le mouvement Femmes, vie, liberté, comme les grèves des dernières années, ont laissé des traces. C'est aussi vis-à-vis de ces couches-là, qui pourraient se sentir solidaires des opprimés du Liban ou de Palestine, que le régime voudrait donner un peu le change par des manifestations officielles de sympathie à l'égard des Palestiniens pour tenter de réaliser une union sacrée derrière lui.

Le plus grand danger pour le régime iranien, comme pour les États-Unis, serait qu'une indignation contre les puissances occidentales se transforme en révolte populaire.

PAR BARBARA KAZAN • 15/10/2024

Guerre au Liban : une nouvelle étape dans la politique expansionniste de l'État d'Israël

La nouvelle guerre du Liban fait suite à plusieurs autres menées par Israël dans ce pays, en 1978, 1982 et 2006.

UN ACHARNEMENT QUI DURE DEPUIS 50 ANS

Le Liban fut sous mandat colonial français jusqu'en 1946. Dominé par un régime confessionnel mis en place sous l'égide de la France, qui partage le pouvoir entre les grandes bourgeoisies des trois principales communautés religieuses, chrétienne, sunnite et chiïte, le Liban n'avait pas participé aux premières guerres qui ont opposé Israël aux États arabes de la région, en 1948, 1967 et 1973. Mais c'est vers le Liban qu'ont fui le plus grand nombre de Palestiniens lors de la création de l'État d'Israël. Puis à nouveau au début des années 1970, lorsque des milliers de réfugiés et de combattants palestiniens de Jordanie ont rejoint le Liban après le massacre de « Septembre noir », où 5 000 à 10 000 d'entre eux avaient été tués par l'armée jordanienne. Ils y ont trouvé la sympathie des populations pauvres du Liban et l'hostilité de ses élites. Le Liban est devenu à son tour bête noire d'Israël.

LE LIBAN, FOYER DE CONTESTATION SOCIALE ET ANTI-IMPÉRIALISTE

Pays très inégalitaire, où 1 % de la population détient 60 % de la richesse nationale, la solidarité entre les populations pauvres du Liban et le mouvement palestinien y a été naturellement forte. Les années 1972-1975 y ont été marquées par de nombreux mouvements sociaux et pas moins de quatre grèves générales.

C'est alors que la fraction la plus privilégiée de la grande bourgeoisie libanaise, la fraction dominante chrétienne maronite, avec ses milices d'extrême droite, a déclenché en 1975 des combats contre les organisations de la gauche libanaise et les milices palestiniennes, le camp « palestinoprogressiste ». Ce fut le début de quinze années de guerre civile, où l'armée syrienne d'Hafez el-Assad, père du dictateur syrien actuel, est intervenue en 1976 pour soutenir la grande bourgeoisie et l'extrême droite chrétienne.

1978, 1982, 2006...

L'armée israélienne envahit une première fois le Liban à l'occasion de la guerre civile, en 1978. Elle ne s'en est retirée qu'en



BEYROUTH BOMBARDÉ.

laissant les camps de réfugiés sans défense. S'en est suivi le massacre de 3 500 à 5 000 Palestiniens dans les camps de Sabra et Chatila en septembre 1982, par les milices chrétiennes d'extrême droite, aidées par les troupes israéliennes qui avaient encerclé le quartier et empêché les Palestiniens de fuir.

maintenant au Sud-Liban une zone dite « de sécurité » où elle a financé et armé les mercenaires libanais d'une armée du Liban-Sud (ALS) dont l'effectif est monté jusqu'à 3 000 hommes, faisant régner la terreur dans cette bande de territoire.

L'ONU pour sa part y a déployé alors sa Finul. Ce qui n'a pas empêché Israël d'envahir à nouveau le Liban en 1982, où son armée rencontra une résistance à laquelle elle ne s'attendait pas. Les nombreuses pertes de soldats israéliens, jointes à l'évidence que l'invasion du Liban n'avait rien de défensif, ont alors provoqué des manifestations en Israël même, sous l'égide de l'organisation La Paix maintenant - comme on aimerait en revoir aujourd'hui.

Les puissances impérialistes occidentales, États-Unis et France en tête, sont alors intervenues en assurant l'exil forcé vers la Tunisie des combattants palestiniens de l'OLP,

L'armée israélienne ne s'est retirée complètement du Liban qu'en 2000, avant d'y revenir en juillet 2006, au prétexte de libérer deux soldats israéliens détenus par le Hezbollah, par une offensive faisant un millier de morts et la destruction massive d'habitations, infrastructures et industries, avant d'être contrainte de se retirer à nouveau par la résistance rencontrée sur place.

C'est une nouvelle phase de cette guerre d'expansion et de mise sous tutelle de la population du Liban, pays marqué ces toutes dernières années par les mouvements sociaux contre la vie chère et le pouvoir confessionnel des élites, que Netanyahu engage aujourd'hui.

PAR CHARLIE OVIEDO • 15/10/2024

Se regrouper pour gagner : le travail social refuse l'isolement face aux attaques

Ces dernières semaines, des couperets sont tombés dans l'action sociale : la Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) a supprimé 500 postes de CDD en septembre, l'Association des paralysés de France (APF) annonce un trou de 37 millions d'euros et le licenciement de 400 salariés, l'association de protection de l'enfance Don Bosco dans le Finistère va fermer plusieurs services et licencier. Les patrons et structures du social licencient, comme ceux du commerce et de l'industrie. C'est la lutte des travailleurs concernés qui a révélé ces scandales. Combien d'autres ?

Depuis le début du mois de septembre, boîte par boîte, celles et ceux qui n'en peuvent plus relèvent la tête. Pas moins de huit mobilisations ont eu lieu la semaine du 16 septembre, dont quatre rassemblements en parallèle le 19. D'où la nécessité de s'unir pour faire front.

Le 1^{er} octobre, le collectif du travail social en lutte a regroupé des grévistes dans un même cortège : Onela, Samu social de Paris, France Travail, PJJ, mais aussi le collectif des mineurs de Belleville, le CSP75, des profs, des postiers et le collectif des sans facs de Nanterre... Ce regroupement a permis de donner confiance aux grévistes du secteur social pour voter un appel à rejoindre la grève du Samu social de Paris le 17 octobre, rendez-vous à 14 heures devant le conseil d'administration.

Les annonces de nouvelles coupes dans les budgets obligent à renforcer notre organisation et accroître le rapport de force en notre faveur. Face à l'inertie des directions syndicales nationales, des équipes militantes font des tentatives et ont un écho favorable. Une assemblée générale de grévistes se tiendra le 17 octobre pour décider des suites.

CORRESPONDANTE • 15/10/2024



ADREXO-MILEE

« IL VA FALLOIR SE BATTRE POUR QUE LES ACTIONNAIRES PAYENT »

Dix-mille salariés de Milee (ex-Adrexo) dont l'activité est essentiellement la distribution de plis publicitaires « non adressés » subissent un énorme plan de licenciements, le plus important depuis quarante ans d'après L'Humanité, qui concerne l'ensemble des 10 000 travailleurs et travailleuses du groupe. Malgré l'ampleur du désastre, cette affaire ne fait pas l'objet d'une grosse couverture de presse et n'a pas, pour l'instant, provoqué de mouvement de grève ni de manifestations. Mais c'est bien la lutte qui est à l'ordre du jour dans tous les secteurs contre les plans de licenciements et les suppressions d'emplois.

Interview de Charles, représentant syndical Sud PTT

QUELLES SONT LES CONDITIONS SALARIALES CHEZ MILEE ?

Je suis salarié depuis 19 ans dans l'entreprise. J'ai été distributeur puis manutentionnaire pendant 13 ans avant de devenir agent de maîtrise en 2018 dans le 78. Avec cette ancienneté et six ans sur mon poste, je gagne 1 790 euros par mois, toutes primes comprises.

La majorité des salariés sont non seulement au Smic, mais aussi en temps partiel. Nous sommes 10 000 travailleurs et travailleuses, mais seulement 3 500 « équivalents temps plein ». Une part importante de nos collègues sont des retraités qui compensent leurs faibles revenus avec un salaire d'appoint. Au printemps 2024, 1 700 salariés avaient plus de 70 ans.

QUE VA-T-IL SE PASSER POUR CES RETRAITÉS ?

En fait rien. Ils et elles cotisent aux caisses chômage et retraite mais n'ont aucun droit en cas de licenciement. C'est le retour à la case départ après s'être usés la santé au travail. Dans mon centre (environ 50 personnes) il y a eu deux morts de « vieillesse » cette année. C'est la norme dans la boîte.

IL Y A DONC BEAUCOUP D'ANCIENS ET D'ANCIENNES, PAS DE LIMITE D'ÂGE, ALORS QUE LE TRAVAIL EST PHYSIQUE ?

Non il n'y a pas de limite. Dans un bilan, le plus vieux salarié était dans la tranche d'âge 95-100 ans ! Le travail consiste à distribuer de la publicité et des plis « non adressés ». Les sa-

lariés se rendent dans un dépôt, prennent en moyenne 200 à 300 kg de papier avec leur véhicule personnel et le distribuent : une activité physique et usante. Un actionnaire a ironisé dans la presse en déclarant que cela évitait aux retraités « de payer un abonnement à la salle de sport ».

UN PATRON TRÈS DÉCOMPLEXÉ, COMME L'ENSEMBLE DES ACTIONNAIRES. ILS ONT TOUCHÉ DES DIVIDENDES CETTE ANNÉE ?

Oui, ils ont retiré 72 millions, en dividendes ou en épongeant la dette de Milee à la maison mère, Hopps. Ces actionnaires rachètent des entreprises pour les vider de leur substance. En 2019, alors que ça faisait deux mois qu'on avait nos salaires en retard, ils finançaient un tournoi de golf à Aix-en-Provence. Depuis novembre dernier, on ne touchait plus nos salaires normalement. Et depuis la liquidation, on n'a plus de revenu. On ne touche même pas le chômage, car on attend les documents de l'entreprise.

POURQUOI LES ACTIONNAIRES LIQUIDENT-ILS CETTE ENTREPRISE LUCRATIVE BASÉE SUR L'EXPLOITATION LA PLUS ÉHONTÉE ?

Depuis les années 2000, le marché de la publicité non adressée était partagé entre La Poste (via Mediaposte) et Milee. Le volume diminue, surtout à cause des mesures dites « écologiques » qui ne sont même pas encore obligatoires. Les patrons ont anticipé : La Poste a fermé Mediaposte début 2024, supprimant 4 000 emplois sans annonce officielle. Chez Milee, la direction a lancé un plan social avant la liquidation : 10 000 emplois supprimés, mais les actionnaires s'en sortent indemnes. Ils conservent des actifs comme le siège social et pourraient recommencer leur prédation ailleurs.

L'ANNONCE A ÉTÉ BRUTALE, MAIS IL N'Y A PAS DE MOUVEMENT NI DE GRÈVE, COMMENT EXPLIQUES-TU CELA ?

Dans la presse, j'ai vu l'Huma, Mediapart et Rapports de force mais pas grand-chose d'autre. Pour tout te dire, j'étais content quand un copain m'a filé un bulletin postal de LO dans lequel il y avait un petit article sur nous.

En interne sur le terrain, c'est un peu compliqué. Il y a 40 % de turn-over par an. Le travail est très individuel donc personne ne se connaît : on passe au maximum une heure par semaine dans les dépôts. On n'a plus vraiment de collectif de travail.

En plus de cela, les syndicats majoritaires, le CAT et le SASD, sont des syndicats maison qui font tout pour que rien ne se passe. Sud n'est pas représentatif, la CGT fait à peine plus de 10 % et nos réseaux militants sont faibles. L'appel de la CGT le 8 octobre n'a réuni que 100 personnes dont une dizaine de salariés.

COMMENT VOIS-TU L'AVENIR IMMÉDIAT ?

Ce n'est pas facile de répondre, nous sommes toutes et tous dans une situation compliquée et sans revenus à l'heure actuelle, car les payes ne sont pas tombées depuis septembre. Il va falloir se battre pour que les actionnaires payent, pour que La Poste (qui va récupérer tout le trafic) reprenne les salariés qui le souhaitent et pour que les retraités voient leur travail supplémentaire valorisé d'une manière ou d'une autre. Tous les travailleurs qui sont révoltés par notre situation, ou qui s'y reconnaissent, peuvent nous aider en en parlant à leurs collègues ou dans leur syndicat. Cela nous sortirait de l'isolement et nous donnerait confiance.

CORRESPONDANT • 15/10/2024



ATELIERS SNCF DE QUATRE-MARES (76) À travail pérenne, embauches obligatoires !

Lancé en 2022, le projet dit « Opter » de rénovation et modernisation de 931 rames de trains va s'étendre jusqu'en 2031. Six technicentres (ou ateliers SNCF) de France ont été intégrés dans ce vaste plan, dont celui de Rouen Quatre-Mares (QM). La région Normandie a ainsi signé un contrat qui porte sur la rénovation de 56 rames normandes et 27 rames bretonnes de TER. Le travail ne va donc pas manquer pour les prochaines années, d'autant qu'à QM on répare aussi « les nez » des TGV de toute la France.

Pourtant les embauches en CDI se font rares alors que les contrats d'intérim se multiplient : une centaine actuellement sur environ 600 salariés et cela augmente encore. Des collègues en intérim ont pu cumuler jusqu'à neuf années consécutives de contrats avant d'obtenir une embauche, sous la pression de débrayages... mais sans la prise en compte de l'ancienneté.

Comme le Code du travail stipule que, quand la charge de travail est pérenne, les contrats doivent l'être tout autant, la direction prétend qu'Opter est un programme « spécial ». Jusqu'en 2031, on est quand même dans du provisoire qui va durer !

La direction argumente aussi que dans quelques années l'entreprise ne sera plus « la » SNCF mais la filiale normande d'une entreprise de transport qui aura gagné l'appel d'offres régional dans le cadre de l'ouverture à la concurrence... Une filiale de quelques centaines de salariés tout au plus où les possibilités de reclassement seraient limitées. Argument spécieux, car ce serait alors une filiale d'un groupe de transport multinational, probablement la SNCF, la RATP ou Transdev !

Seules nos luttes pourront mettre un coup d'arrêt aux appétits patronaux aiguisés par l'ouverture à la concurrence, et empêcher les suppressions de postes, les restructurations permanentes et les magouilles sur les contrats de travail. Un des premiers combats à mener toutes et tous ensemble est d'obtenir l'embauche immédiate de tous les intérimaires qui le souhaitent, à QM comme ailleurs.

CORRESPONDANT • 15/10/2024

Montrons l'envers du salon de l'auto !

Les syndicats appellent à un rassemblement jeudi 17 octobre au salon de l'auto à 11 h 30 porte de Versailles.

Depuis des semaines, la liste des sous-traitants menacés s'allonge : MA France (fermeture et 400 emplois supprimés), puis Valeo (quatre sites menacés : 1 300 emplois), Dumarey (248 emplois supprimés), Novares (126 emplois), Bosch (deux sites menacés), Imperiales Wheels, Walor, Forvia (ex-Faurecia), Continental, OP Mobility, Marelli, et bien d'autres... Chez Michelin, trois sites sont menacés. Ce sont maintenant les constructeurs donneurs d'ordres qui menacent de fermer des usines dans toute l'Europe, Volkswagen, Ford et Stellantis en tête.

De nombreuses délégations, de MA France, Valeo, Dumarey, Renault, Stellantis et bien d'autres s'y retrouveront. Une occasion rare de prendre des contacts, de discuter et peut-être bientôt de se coordonner. Afin de ne pas se laisser diviser, site par site, entreprise par entreprise, et que plus une seule équipe en lutte ne se retrouve isolée face aux menaces de fermeture, licenciements et suppressions de postes !

CORRESPONDANT • 15/10/2024



MA FRANCE AU RASSEMBLEMENT DE VALEO (17 SEPTEMBRE)



AUTOMOBILE DES LICENCIÉS DE « HAUTS VOLS »

Le prénom Carlos porterait-il la poisse dans l'automobile ? Certes, Carlos Tavares n'aura pas besoin de s'enfuir au Liban, comme Carlos Ghosn, son ancien supérieur chez Renault, devenu son concurrent lorsqu'il a pris la tête de PSA. Mais le voilà sur la sellette, avec un sursis jusqu'en 2026. De quoi rire... car il avait tout bien fait pour ses maîtres actionnaires : fermetures d'usines et suppressions massives d'emplois en Europe (Pologne, Allemagne, Italie, France, etc.), blocage des salaires... Certes il coûtait un peu cher : 3 millions par mois. Mais c'était un amoureux du sale boulot !

Seulement voilà, ce « psychopathe de la performance » qui avait fait grimper, sur le dos des salariés, la marge bénéficiaire du groupe à 14 % pour les actionnaires, l'aurait laissé retomber à 7 %.

C'est son coéquipier à la tête de Stellantis, John Elkann, qui lui aurait savonné la planche. Elkann est héritier des Agnelli, propriétaires de Fiat, alors que Tavares est un simple lardin de la famille Peugeot. Aux travailleurs en lutte de dégager les prochains !

CORRESPONDANT • 15/10/2024

LA POSTE

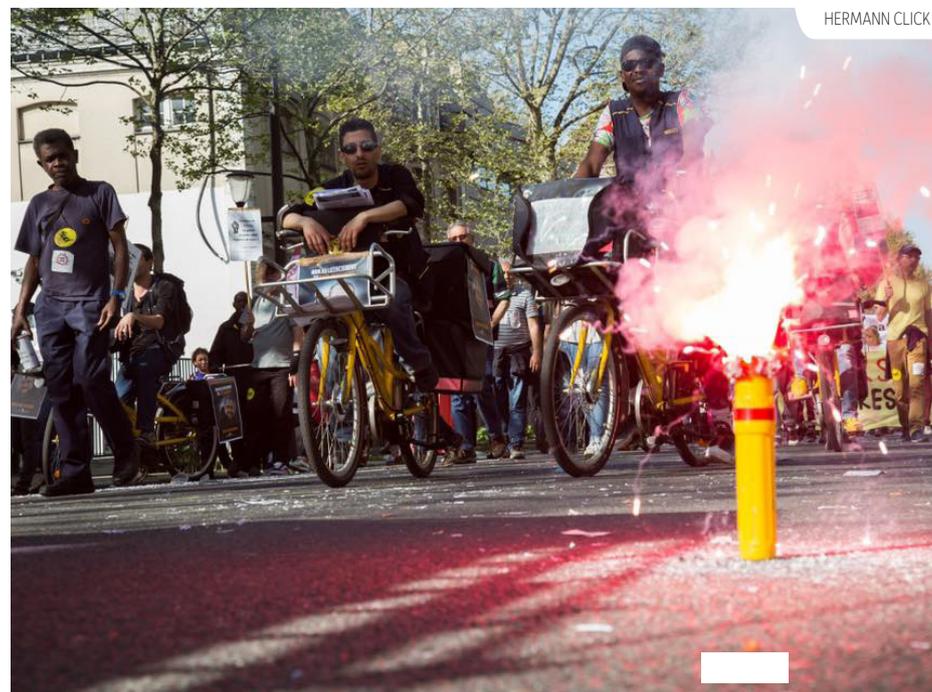
Premiers résultats aux élections CSE

À l'heure où ces lignes sont écrites, tous les résultats ne sont pas connus pourtant la direction de la CFDT a déjà revendiqué d'être la première organisation syndicale. Mais il y a vote et vote. Car mélanger les travailleurs de base qui sont en première ligne, et les dits « cadres » qui sont chefs d'équipe mais aussi directeurs de centre et cadres supérieurs n'a aucun sens.

Les salariés dits d'exécution, qui sont sous l'autorité de la hiérarchie, sont les seuls à avoir une capacité de lutte réelle contre la direction : la plupart des « cadres », ceux qui n'ont pas seulement un emploi de bureau mais encadrent réellement l'exploitation,

n'en ont pas la capacité mais surtout pas la volonté. Au courrier en Île-de-France, par exemple, si on prend en compte le vote des cadres, la CFDT arrive en première position. Mais si on ne prend en compte que les salariés dits d'exécution, c'est SUD qui est devant, et en additionnant avec ceux de la CGT les scores dépassent 45 %. Quand un syndicat combatif a la majorité dans les services, il s'agit d'un point d'appui pour la lutte. Car le vrai pouvoir se trouve à la base, dans la lutte collective des travailleurs : aucune élection, aucune majorité ne la remplacera !

CORRESPONDANT • 15/10/2024



HERMANN CLICK

Réunion nationale de la branche transports du NPA-Révolutionnaires

Samedi 5 octobre, les militants du NPA-Révolutionnaires qui interviennent dans le secteur des transports se sont retrouvés à Paris. Au programme de nos discussions, la vie quotidienne sur les divers lieux de travail du rail et de la route, ainsi que la situation politique nationale et internationale.

COMMENT RÉPONDRE À LA POUSSÉE DE L'EXTRÊME DROITE ?

Nous avons abordé le problème de la libération de la parole d'extrême droite dans les rangs ouvriers. Ces idées venues d'en haut, matraquées sur les plateaux télé et dans les discours politiques, infusent chez certains de nos collègues. Des électeurs RN se cachent de moins en moins et font valoir leurs idées racistes. On l'a encore vu avec les réactions au meurtre de Philippine.

Certains adhérents ont rendu leur carte de la CGT, mis mal à l'aise par la prise de position de la direction confédérale en faveur du Nouveau Front populaire. D'autres ont été

poussés vers la sortie, car ils faisaient étalage de leur engagement aux côtés du RN. L'extrême droite est incompatible avec la perspective d'émancipation que devrait porter le mouvement ouvrier, et régler ce problème entre travailleurs, en étant fermes sur le fond tout en se donnant les moyens de convaincre tout le monde, reste d'actualité.

Tout n'est pas sombre en revanche, car c'est positif quelque part que bien des électeurs de gauche se sentent floués par la dernière séquence électorale. Deux mois après avoir cru faire barrage au RN, ils se retrouvent avec un gouvernement de droite sous le contrôle de Le Pen ! Ce n'est pas dans

les urnes que l'on fait reculer les idées réactionnaires, mais en combattant le patronat par la lutte de classe, pas en le charmant pas comme le RN dans les séminaires du Medef.

COMMENT FAIRE OBSTACLE À LA MISE EN CONCURRENCE DES TRAVAILLEURS ?

Que l'on soit à la SNCF, à la RATP, dans un réseau d'une ville de province ou que l'on travaille dans des entreprises d'autocars régionaux, la mise en concurrence des travailleurs est systématique. Qu'importe aux capitalistes et à leur État que ce soit complètement stupide sur le plan de la production et que cela empêche le développement complet des transports en commun, véritable nécessité écologique. Leur problème n'est pas là, mais dans le fait qu'ils y gagnent gros. Pour remporter les marchés publics, les patrons du transport tirent à la baisse les salaires et les conditions de travail pour soumettre les offres les plus alléchantes. Ces deals entre

capitalistes et collectivités territoriales sont tenus cachés, secret commercial oblige. La moindre des choses serait de faire toute lumière dessus !

Le calendrier des mois à venir est gros de colère : transfert des cheminots amiénois en décembre, allotissement du réseau urbain lyonnais en janvier, découpage de la RATP, etc. Tout l'enjeu est de parvenir à riposter de manière coordonnée, ce que complique l'échelonnement des attaques, les jalousies corporatistes et la politique des directions syndicales. Dans bien des réseaux, on entend les responsables syndicaux dire que tout irait mieux si des politiciens plus à gauche étaient aux manettes des collectivités. Mais il n'y a pas de sauveur suprême ! Les travailleurs du transport n'ont d'autre voie que d'unir leurs luttes pour imposer leurs revendications et ainsi enrayer la mise en concurrence dont ils font l'objet.

SNCF : derrière les mises à pied d'élus syndicaux, une guerre menée à l'ensemble des cheminots

Lundi 7 octobre, 2 000 cheminotes et cheminots étaient rassemblés devant le siège de la SNCF pour dénoncer les sanctions visant deux dirigeants syndicaux, l'un à la CGT, l'autre à SUD-Rail. Du monde même si l'absence d'appel à la grève a limité ce rassemblement aux élus syndicaux. Pourtant, les sanctions infligées contre ces militants sont clairement un avertissement qu'adresse la direction de la SNCF à l'ensemble des cheminots.

SOUS COUVERT D'ÉTHIQUE...

Les sanctions sont lourdes : douze et cinq jours de mise à pied. L'instruction a été montée par les services dits d'« éthique » de la SNCF qui les accusent d'être trop virulents dans la défense des salariés et d'instaurer un climat de tension dans les réunions de CSE !

Cette mal-nommée direction de l'éthique, la SNCF s'en est dotée pour « lutter contre les discriminations racistes, sexistes » et faire « respecter les principes de laïcité et de

neutralité politique ». Dit-elle ! Aux mains des patrons, un tel outil sert en réalité à s'en prendre à des cheminots qui les dérangent - syndiqués ou non.

... UNE RÉPRESSION QUI S'INTENSIFIE

Ces sanctions sont remarquées à l'échelle nationale, car il n'était jusque-là pas dans les mœurs de s'en prendre à des syndicalistes de l'échelon fédéral. Sur le terrain, cela fait maintenant des années que les sanctions disciplinaires se multiplient. Restructurations fréquentes, sous-effectif permanent, suppressions de postes et stagnation des salaires : la politique de la direction de la SNCF est agressive envers les cheminots et ses méthodes le sont tout autant.

Mais tout cela n'est pas une fatalité : unis par nos luttes, à nous de faire que la peur change de camp !

CORRESPONDANT • 15/10/2024

SAMEDI 26 OCTOBRE, MANIFESTATION À LANNEMEZAN POUR EXIGER LA LIBÉRATION DE GEORGES IBRAHIM ABDALLAH

Comme chaque année depuis le transfert de Georges Ibrahim Abdallah à la centrale de Lannemezan (65), une manifestation à l'appel de nombreuses organisations va défiler à partir de 14 heures de la gare à la prison pour exiger la libération du plus ancien prisonnier politique en France et en Europe.

Ce militant communiste libanais, membre fondateur en 1982 des Forces ar-

mées révolutionnaires du Liban, solidaire de la lutte des Palestiniens, a été arrêté en 1984 pour faux papiers et condamné à perpétuité en 1987, malgré l'absence de preuves formelles, pour l'assassinat en France d'un attaché militaire américain et d'un conseiller à l'ambassade d'Israël.

Il est libérable depuis 1999 selon le droit français. Pour justifier son maintien en dé-



tention, on a prétendu qu'il s'était converti en prison à l'islam, ce qui est démenti par tous ses proches : bien qu'issu d'une famille chrétienne, il se proclame toujours communiste et athée.

Un juge avait ordonné sa libération en 2013, après 29 ans d'incarcération, à la condition qu'il soit expulsé vers le Liban qui était prêt à l'accueillir. Mais Manuel Valls, alors ministre de l'Intérieur, a refusé, en accord avec le président Hollande, de signer l'arrêté d'expulsion. Les gouvernements français ne veulent pas déplaire au gouvernement américain, qui maintient une pression constante

pour le maintien d'Abdallah en prison. Et dans le contexte de l'extension de la guerre israélienne au Liban, il est peu probable que cette pression baisse.

La dixième demande de libération conditionnelle vient d'être déposée.

La manifestation du 26 octobre pour réclamer la libération d'Abdallah apportera aussi un soutien aux prisonniers politiques basques détenus à Lannemezan, ainsi qu'aux Kanak qui y ont été déportés cette année.

Souhaitons que cette manifestation rassemble cette année encore plus de participants pour exiger la libération de ces prisonniers politiques et affirmer notre soutien aux peuples palestinien, libanais et kanak.

PAR FÉLIX ROLIN • 15/10/2024

LIVRE

**TRAVAILLEUSES DE LA
RÉSISTANCE, LES CLASSES
POPULAIRES FACE À LA GUERRE**

DARIA SABUROVA

Éd. du Croquant (Autonomies), 2024, 256 p., 17 €

Cet ouvrage, publié en avril dernier, est le fruit d'une enquête sociologique que Daria Saburova a menée dans l'est de l'Ukraine, entre janvier et mars 2023, auprès de travailleurs et travailleuses, syndicalistes et associatifs de la ville de Kryvyi Rih (une ville industrielle de l'oblast de Dniepropetrovsk : mines de fer, métallurgie et sidérurgie, en déclin mais encore profitables à Arcelor-Mittal).

Il y est bien sûr question de la guerre et de la mobilisation de la population pour tenter d'en finir avec l'invasion et l'occupation russes. Mais avec ces témoignages venus « d'en bas », on est loin de l'image de chef de guerre acclamé que se paie Zelensky sur la scène internationale. Les classes populaires, soumises aux bombardements, aux pénuries en tous genres, aux coupes de subventions, à la corruption de cadres du parti de Zelensky, aux insuffisances des services publics, ont dû organiser elles-mêmes le soutien aux soldats, l'accueil des réfugiés, la fuite des civils ou l'acheminement de denrées alimentaires : un bénévolat échappant en partie aux cadres légaux que le gouvernement de Zelensky veille à surveiller, à démanteler et à remplacer par des ONG contrôlées par le pouvoir. Méfiance voire colère s'expriment à l'égard des gouvernements ukrainiens successifs. En temps de paix comme en temps de guerre, les classes populaires ne peuvent pas compter sur l'État qui leur impose des coupes budgétaires dans la santé, des suspensions d'aides pour financer le gaz ménager, la privatisation des terres agricoles et le démantèlement d'industries publiques au profit d'oligarques russes ou ukrainiens, ou de capitalistes occidentaux. Zelensky a d'ailleurs interdit les organisations ouvrières et les manifestations ainsi que reporté l'âge de départ à la retraite.

Daria Saburova aborde aussi la question des langues en Ukraine, et bat en brèche la caricature selon laquelle les russophones seraient pro-russes et les ukrainophones, pro-régime actuel soutenu par l'Occident. L'histoire des langues russe, ukrainienne mais aussi sourjyk (mélanges des deux), colle à l'histoire on ne peut plus bousculée d'une population qui a subi le joug tsariste, puis vécu la révolution soviétique et ensuite son tournant stalinien, avant le retour du capitalisme. L'ukrainien, qui a été sous le tsarisme la langue d'une paysannerie arriérée et opprimée est devenue aujourd'hui langue d'État, particulièrement promue par des couches dominantes qui en font aussi le drapeau d'un nationalisme antirusse alimenté par la guerre. Daria Saburova souligne que le russe reste utilisé, entre autres dans la sphère privée, par des Ukrainiens qui ne sont pas pro-russes.

Un ouvrage sociologique et politique riche en informations. Les références marxistes assumées de l'auteur apportent un éclairage précieux.

PAR IZIA TVARSKAIA • 15/10/2024



SPORT

**NOUVELLE FORMULE ET DROITS
TÉLÉ : REPRISE AGITÉE POUR
LE FOOT BUSINESS**

Face aux pressions des grands clubs des pays les plus riches du football européen pour une « super-ligue » fermée, l'UEFA a réagi, comme à son habitude, en obéissant à ces maîtres. La ligue des champions a donc été refondue pour la énième fois. Il s'agit encore d'augmenter le nombre de rencontres (donc de droits TV, recettes guichet et merchandising pour les clubs et l'UEFA) : une poule unique de 36 équipes contre 32 auparavant, durant laquelle chaque club dispute deux matchs supplémentaires plus un tour de barrage.

Les grands clubs et l'UEFA jouent avec le feu, à l'heure où les audiences patinent et où le jeune public semble délaisser ces « affiches sensationnelles » bimensuelles. D'autant qu'une contestation inattendue se fait jour du côté des joueurs. Pas n'importe lesquels : ce sont les plus doués qui montent au créneau. Rodri, milieu espagnol de Manchester City, a été le premier à dénoncer la surcharge des calendriers, rapidement imité par Marquinhos, capitaine du PSG, ou Jules Koundé du FC Barcelone. Ils mettent en relation l'inflation du nombre de matchs (60 à 70 d'août à juillet) et les impacts sur leur santé, et, à un degré moindre, sur la qualité du spectacle. Le spectre de la grève des millionnaires hante l'Europe du football !

L'individualisme forcené de ce milieu et la probabilité finalement réduite d'une contestation réelle d'un système dont ils profitent, ne rend pas moins sympathique la saine réaction des joueurs, dont la plupart revendiquent des racines populaires. Et pourquoi pas se souvenir des moyens d'action de leur classe d'origine ?

**LES VRAIS PIRATES DE
LA RETRANSMISSION TÉLÉ**

Autorités sportives et diffuseurs du football s'émeuvent du piratage qui serait en augmentation. Leurs coups de pression à la messagerie Telegram où circulaient beaucoup de liens illégaux, semble porter leurs fruits... en attendant de nouveaux biais pour ne pas payer les abonnements prohibitifs !

Vincent Labrune, patron de la Ligue de football professionnel (LFP), a comparé le piratage au fait de « voler le sac d'une vieille dame ». Mais qui vole qui ? Pour regarder huit matchs sur neuf par journée de Ligue 1, il faut payer 30 euros par mois à la plateforme DAZN, en s'engageant sur douze mois, alors que le championnat s'arrête en mai ! Sans compter les compétitions européennes.

Ces tarifs sont rendus exorbitants par la dépendance du football aux droits télé. La LFP vend aux diffuseurs le droit de retransmettre les matchs, puis redistribue aux clubs une somme qui représente en moyenne la moitié de leur budget. Depuis quelques années, la LFP cherche à gonfler la valeur de ces droits, pour atteindre la barre symbolique du milliard d'euros par an. Elle y était arrivée en 2020, au prix d'une catastrophe industrielle puisque le diffuseur, Mediapro, avait fini par jeter l'éponge. Mais, vaille que vaille, la LFP continue de suivre la même politique. Tant pis pour les amateurs, tant mieux pour les profiteurs du foot business !

PAR BASTIEN THOMAS ET PHILIPPE CAVÉGLIA •

15/10/2024

CINÉMA

L'HISTOIRE DE SOULEYMANE

FILM DE BORIS LOJKINE

Tout commence par une image : celle de Souleymane (interprété par l'acteur Abou Sangare), attendant qu'on l'appelle dans une salle d'attente de l'Ofpra, l'organisme qui gère les demandes d'asile, et accorde (ou, souvent, n'accorde pas) les papiers aux réfugiés.

Le film de Boris Lojkine se déroule à rebours de cette première image, suivant Souleymane, jeune Guinéen, dans ses trajets parisiens à vélo. Là pour déposer des repas à des clients qui ne lui accordent que leur mépris, ici pour demander son argent à Emmanuel - qui loue à Souleymane, privé de papiers, son compte de livreur à vélo.

Les rapports avec les autres livreurs, avec la police, avec les restaurateurs ou même les associatifs sont visibles dans les temps d'arrêts de cette course folle, qui rend sensible la condition des migrants en France. Travailleurs comme les autres, et à la fois plus : plus exploités, plus démunis. Mais aussi peut-être plus robustes. Ce qu'on voit de Souleymane, c'est la résistance de chaque instant, et l'acharnement, qui ne se raconte pas mais se montre. Il faut voir ce film, notamment en ce moment où des politiciens xénophobes tentent d'implanter leurs idées dans les esprits.

L'acteur, Abou Sangare, lui-même sous OQTF, a subi une salve de la part de l'extrême droite télévisuelle. Une propagande qui ne tranche pas avec celle du gouvernement, qui annonce encore des mesures plus répressives pour rendre impossible la (sur)vie de ceux qui fuient la misère et les guerres causées entre autres par l'impérialisme français.

PAR MONA NETCHA • 15/10/2024



Programme du week-end de formation du NPA Jeunes Révolutionnaires, les 19 et 20 octobre

VENDREDI 18 OCTOBRE

>> 19 h : Réunion publique

État d'Israël assassin, États impérialistes complices ! Après un an de génocide à Gaza, que faire face à l'escalade guerrière du gouvernement Netanyahu ?

à l'Ageca, 177 rue de Charonne, 75011 Paris

SAMEDI 19 OCTOBRE

>> 9 h 30–10 h : Accueil et inscription

>> 10 h–12 h 30 : Plénier

Préparer la riposte contre Barnier et l'alliance Macron–Le Pen, au service du patronat. Ne pas tomber dans le piège des impasses institutionnelles. Quelles perspectives pour les jeunes et les travailleurs ?

– avec nos porte-paroles Gaël Quirante et Selma Labib

>> 12 h 30–13 h 45 : Repas

>> 13 h 45–15 h 45 : Ateliers

- Palestine, Liban, Iran : comment arrêter le gendarme israélien des États-Unis qui menace d'embraser le Moyen-Orient
- De la colonisation aux révoltes contre les violences policières : comment mettre fin au racisme, pilier fondateur du capitalisme ?
- 1917, la révolution d'Octobre : quand les travailleurs ont pris le pouvoir

- Procès de Mazan, comment le capitalisme et le patriarcat favorisent la culture du viol et la domination masculine. Et comment en finir !
- Face à la crise climatique, leurs « solutions » et les nôtres
- Le capitalisme ne nous offre aucun avenir : quel rôle pour la jeunesse scolarisée dans les processus révolutionnaires ?

>> 15 h 45–16 h : Pause

>> 16 h–18 h : Ateliers

- Après deux ans et demi de guerre en Ukraine et les récentes escalades militaires, quels nouveaux développements et quels positionnements pour les révolutionnaires ?
- Qu'est-ce que le matérialisme dialectique de Marx ?
- Révolutions... et contre-révolutions : retour sur le HIRAK algérien et le printemps arabe tunisien
- 1933 : quand les fascistes ont pris le pouvoir
- Le gouvernement de gauche dans l'État espagnol : bilan d'une trahison prévisible. Avec des militants d'Izar (nos camarades dans l'État espagnol)
- Les enjeux des élections aux USA : face à Trump, rien à attendre ni à espérer de Kamala Harris, nous ne pouvons compter que sur nos luttes !
– avec des militants de Speak Out Now (nos camarades aux États-Unis)

>> 19 h : Temps convivial

DIMANCHE 20 OCTOBRE

>> 9 h 30–10 h : Accueil et petit-déjeuner

>> 10 h–12 h : Ateliers

- Émeutes racistes au Royaume-Uni : la responsabilité de la gauche travailliste face à l'offensive raciste des Tories et de l'extrême droite
- Kanaky, Martinique : il est fini le temps des colonies !
- La lutte contre l'antisémitisme au xx^e siècle et le développement de l'impasse sioniste
- La Seconde Guerre mondiale, comment l'impérialisme a mis le monde à feu et à sang. Quelles leçons pour le mouvement révolutionnaire international ?
- La classe ouvrière aujourd'hui : une force toujours révolutionnaire !
- La guerre d'Espagne de 1936 : la faillite de l'anarchisme dans la lutte révolutionnaire contre le franquisme

>> 12 h–13 h : Repas

>> 13 h–15 h : Plénier

Pourquoi sommes-nous trotskistes ?
L'actualité d'une tradition d'indépendance de classe, internationaliste et communiste.



PROCÈS PELICOT : EN FINIR AVEC LA VIOLENCE ORDINAIRE DU PATRIARCAT

Alors que le procès de Dominique Pelicot et de ses 50 coaccusés expose sans fard la réalité de la violence du système patriarcal, la classe politique a davantage réagi au viol et meurtre de Philippine. Celui-ci, loin d'avoir été dénoncé comme un féminicide, a été instrumentalisé par l'extrême droite, la droite et une grande partie du gouvernement, notamment par Retailleau. De leur point de vue, le coupable n'avait rien à faire sur le territoire français mais alors, le crime aurait été moins grave s'il s'était commis ailleurs, sur des femmes « étrangères » ? Pour ces partis, il ne s'agit pas de dénoncer le système patriarcal et les violences faites aux femmes, mais d'asséner leurs abjectes rengaines sur « l'immigré » qui serait le seul responsable des violences commises contre les femmes. Un piètre moyen pour avancer leurs idées et leur politique de renforcement des frontières et du racisme.

AGIR CONTRE LES VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES, UN CHOIX POLITIQUE QUE NE FAIT PAS LE GOUVERNEMENT

Dans son projet de budget, le gouvernement annonce des coupes de plus de 20 milliards d'euros. Aucun poste n'est épargné à part ceux de la sécurité et de l'armée, mais le gou-

vernement fait le choix de réduire les quelques crédits budgétaires qui pouvaient venir en aide aux femmes et aux enfants maltraités. L'égalité entre les femmes et les hommes était annoncée comme une des « grandes causes » du premier mandat d'Emmanuel Macron, mais avec un Darmanin accusé de viol au ministère de l'Intérieur, ça annonçait déjà la couleur. Aujourd'hui la secrétaire d'État chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes s'est contentée d'annoncer un « plan de bataille » contre les violences sexuelles, fin novembre. Bref, on est à l'opposé de l'urgence de la situation !

POUR EN FINIR AVEC LE SYSTÈME PATRIARCAL QUI PRODUIT CES VIOLENCES

Les 51 accusés du procès Pelicot sont représentatifs de la société française, des hommes « ordinaires » car « les monstres » n'existent pas. Les agressions sexuelles sont presque toujours le fait d'un proche. En France, trois millions de femmes disent qu'elles ont subi des violences sexuelles, sans compter celles qui ne le savent pas ou ne le disent pas, sans compter non plus les enfants et les hommes. C'est un viol toutes les six minutes et seuls 0,6 % des viols débouchent sur une condamnation. Cela ne revient pas à dire que tous les hommes passent à l'acte du viol ou de l'agression – et heureusement ! Mais qu'il existe une culture du viol et que les agressions sexistes et sexuelles sont précisément les expériences les plus partagées par les femmes.

Pour répondre à la montée du chômage et de la précarité, les gouvernements n'ont de cesse de s'aligner sur le programme de l'extrême droite, d'en appeler à un « homme fort », au retour à l'ordre et à un passé fantasmé dont le revers n'est autre que le « retour » des femmes à la maison et leur domina-

tion totale. Pour mettre un stop à ce qui fait système, on ne pourra pas compter sur de seules réponses institutionnelles. Si elles peuvent, sous la pression d'une mobilisation, permettre des avancées, elles ont bien des limites et on constate la droitisation des milieux politiques dans ces domaines. Ce sont nos luttes, de Gisèle Pelicot et toutes ces femmes et ces hommes qui, aux quatre coins du monde, manifestent leur ras-le-bol d'un système patriarcal violent, de l'Iran à la Pologne en passant par l'Argentine, les États-Unis et l'Afghanistan, qui pourront inverser le rapport de force !

PAR MARINA KUNÉ • 14/10/2024

SUIVEZ LE NPA JEUNES RÉVOLUTIONNAIRES ET PRENEZ CONTACT !

SITE WEB : npa-jeunes-revolutionnaires.org | FACEBOOK : NPAJeunesRévolutionnaires | X (TWITTER) | INSTAGRAM | TIKTOK : @npajeunes_revo

NPA
JEUNES
RÉVOLUTIONNAIRES